



CONGRES FEDERAL

LILLE

Du 1^{er} au 5 février 2010



Thème 3

***Pour des alternatives
économiques, sociales et
environnementales***

Pour des alternatives économiques, sociales et environnementales

- Partie introductive
- Pour d'autres politiques d'emploi et de salaires, pour sortir de la précarité
- Pour le respect des droits et des libertés, pour l'égalité des droits
- Changer le monde pour faire face à la crise



PARTIE INTRODUCTIVE

Caractériser la crise

- Une crise, mondiale, systémique (celle du capitalisme globalisé et financiarisé et de la mondialisation néolibérale).
- Une crise pluri-dimensionnelle : économique et sociale, écologique, éthique et culturelle, géopolitique.

On change rien

- Un retour de l'Etat pour socialiser les pertes, mais la poursuite de la même politique.
- L'union européenne a développé des politiques libérales



**POUR D'AUTRES POLITIQUES D'EMPLOI
ET DE SALAIRES, POUR SORTIR DE LA
PRÉCARITÉ**

Emploi, travail, conditions de travail

- Le secteur public doit contribuer à l'objectif du plein emploi
- Débattre d'une politique industrielle (emplois de qualité, respect de l'environnement, utilité sociale)
- Conditionner les aides publiques, revenir sur les politiques d'exonération de cotisations

La crise du travail

- Liée au management et à l'individualisation (contrats, carrières, rémunérations)
- Tous secteurs concernés, y compris la FP, Pôle emploi
- Lutter contre cette crise

Salaires et temps de travail

- Revaloriser les salaires, le SMIC : les salariés doivent bénéficier de l'amélioration de la productivité, des qualifications
- Abrogation de la loi TEPA
- Contre l'extension du travail le dimanche

De nouveaux droits pour les salariés

- rémunération, reconnaissance de la qualification, droit à la carrière, à la retraite et à la formation : en faire des droits transférables
- Le RSA n'est pas une réponse adéquate au problème
- Les dispositifs de réinsertion doivent s'inscrire dans un ensemble de politiques sociales

Pour un service public de l'emploi

- La création de Pôle emploi ; un bouleversement considérable, accompagné de la RGPP au ministère du travail
- Refonder Pôle emploi comme un véritable service public. Paradoxalement, il regroupe des outils majeurs pour une politique en faveur de l'emploi.

Une protection sociale de haut niveau

- Financements

Difficultés et politique de réduction des ressources

Y opposer un élargissement des cotisations

Débattre de leur modulation

- Recours à la « responsabilité » des individus

Y opposer des choix solidaires

Santé

- Transformer l'organisation du système de santé
- Abroger la loi HPST
- Interroger l'organisation de la médecine libérale
- ARS : mise sous tutelle des organismes de sécurité sociale

La FSU disponible pour travailler avec d'autres forces sociales

Pour un financement durable et une autre
politique de santé

- Rejeter les logiques assurantielles
 - Perte d'autonomie : pour la reconnaissance d'un 5^{ième} risque
 - Contrer les logiques du partage des risques
 - Le projet de bouclier sanitaire est contradictoire avec les principes fondateurs de la sécu
- Renforcer la mutualité et ses principes solidaires

Retraites

Face aux réformes qui ont aggravé les inégalités
et aux nouvelles menaces, confirmer nos
mandats

60 ans, 37 annuités et demi, 75%

Validation des périodes d'étude et de précarité

Pénibilité

Aménagements des fins de carrière

Retraites

- Avantages familiaux et conjugaux
- Vers une réforme systémique ? (travaux du COR) : imposer le débat politique sur les objectifs des régimes de retraite

Pour un service public des retraités et personnes âgées ?

- Ce mandat adopté au congrès de Marseille fait débat
 - Intitulé
 - Personnes âgées ou perte d'autonomie ?

Politiques familiales

- La politique familiale à l'épreuve de la RGPP
- Pour un service public de la petite enfance

Logements, transports...

- Une crise du logement qui pénalise les ménages les plus pauvres
- Pour une politique active de la ville
- Rapprocher les lieux de production et de consommation, développer les transports en commun et des alternatives à la route pour les marchandises
- Pour un service public de l'énergie

Fiscalité

- La FSU exige une profonde transformation de la fiscalité.
- Réfléchir à une fiscalité écologique



prise de conscience, mise en évidence des responsabilités des entreprises, des politiques menées, des choix en matière de transport

La taxe carbone en projet ne répond à ces exigences

- Au niveau européen



**POUR LE RESPECT DES DROITS ET DES
LIBERTÉS, POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS**

Un discours sécuritaire et électoraliste

- Menaces
 - sur l'institution judiciaire et les garanties apportées au citoyen
 - sur la justice des mineurs
 - Sur les libertés publiques et individuelles
 - Contrôle social
 - Des résistances s'organisent ; la FSU y contribue.
- Pour une autre politique pénale

La question de l'immigration instrumentalisée

- Les conséquences d'une politique migratoire électoraliste
- Une résistance citoyenne. Développer l'implication de la FSU dans RESF.
- Pour un autre traitement de l'immigration

Discriminations et inégalités sociales

- Faire reculer les discriminations
- Lutter
 - contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie
 - Contre toutes les formes de sexisme (dans l'emploi, Maternité, droit à l'IVG, Éducation non sexiste)
 - Contre l'homophobie
 - Pour les droits des personnes en situation d'handicap



**CHANGER LE MONDE POUR FAIRE
FACE À LA CRISE**

Pour une autre mondialisation

- Lutter contre la pauvreté
- Financer un développement écologiquement durable et socialement juste
- Défendre les droits des peuples, les droits humains et les libertés
- La crise, terreau de guerres et de conflits
- Contre les relations néocoloniales, dénoncer la Françafrique